



« Accepter l'animal sauvage en ville, c'est être dans la reconnaissance du droit de quelqu'un d'autre à exister et qui ne vivrait pas pour nous ».

*Entretien avec **Frédérique RESCHE-RIGON**, responsable de la Fédération Rhône-Alpes de Protection de la Nature dans le Rhône.*

Propos recueillis par Sandra Decelle en Juin 2004

Qu'est-ce qui a suscité la création de la FRAPNA sur le plan national et local ?

C'est la volonté, à la fin des « années 60 » de protéger les espaces, la nature, dans un contexte où les questions relatives au développement urbain et à l'énergie nucléaire se posent à la société. A cette époque, des associations de préservation du cadre de vie et de la protection de la nature émergent dans le paysage français. La FRAPNA-Rhône se crée en 1968 et s'appelle au départ le COSILYO (Comité des Sites du Lyonnais). Dans les cinq ou six ans qui suivirent, se sont créées des FRAPNA dans les autres départements voisins et au niveau régional.

Le principe d'une Fédération est que d'autres associations, plus petites, peuvent adhérer et ainsi se regrouper. Néanmoins, des individus, des familles, peuvent aussi adhérer.

Avec quels moyens la Fédération a-t-elle pu naître ? Votre action a-t-elle rencontré un rapide succès ?

La FRAPNA n'a bénéficié d'aucune aide spécifique autre que les dons et les cotisations, elle n'avait pas de salarié au départ. L'association se situait dans un local en bord de Saône, des bénévoles et objecteurs de conscience y travaillaient. Les coûts de fonctionnement n'étaient pas élevés, ils ont permis de démarrer bien des actions. Par la suite, le choix d'avoir une salariée a nécessité plus de partenariat avec les collectivités territoriales. Ce choix de développement s'est fait au milieu des « années 80 » ; la première embauche date de 1984.

On ne peut pas dire que notre action ait rencontré un succès rapide. Au niveau national, la Fédération s'appelle « France Nature Environnement »¹. Peu de Français la connaissent. L'environnement est davantage connu pour les questions relatives à l'énergie, à l'air, aux pollutions et à la santé que pour les questions de protection de sites naturels. Nous sommes mieux identifiés au niveau départemental et régional mais en aucun cas ceci n'a été rapide..

Avez-vous noué des partenariats qui ont permis votre développement ?

Oui. Nous avons commencé par nous faire connaître par des propositions d'actions et d'expertises environnementales auprès des collectivités territoriales. Les premières grandes études ont été réalisées dans les années 1993-1994. Le Grand Lyon et le Conseil Général nous ont fait confiance sur des missions de veille écologique et des missions éducatives. Nous avons commencé par de petites missions et nous avons progressivement réussi à tisser des liens de confiance compte tenu du travail réalisé.

Les relations entre les associations de protection de la nature et les collectivités territoriales sont complexes par essence. **L'enjeu est de faire comprendre que nous sommes libres de dénoncer quelque chose qui ne nous convient pas. Il se trouve que certains interlocuteurs sont plus aptes à l'accepter que d'autres. Nous avons construit un champ partenarial basé sur les principes de loyauté où chacun est gagnant.** Au delà de cela, nous sommes libres de nos propos et de nos actes. C'est clairement la culture du développement durable. Il y a cette idée de champ commun où l'on essaye de s'entendre.

Notre objectif est de mettre en œuvre des actions dont on peut considérer qu'elles contiennent tous les secteurs du développement durable. Nous touchons le secteur économique en créant des

¹ France Nature Environnement rassemble aujourd'hui plus de 3000 associations réparties sur l'ensemble du territoire et qui agissent pour la protection de la nature et de l'environnement. Qu'elles soient nationales, régionales, départementales ou locales, elles se regroupent sous la bannière de la Fédération, qui les représente, et forment un mouvement de citoyens actifs comptant plus de 300 000 membres.

emplois, nous mettons en place des actions relative à l'environnement (notre objet) pour des publics variés (champ social). **L'éducation à l'environnement est une courroie de transmission du développement durable.**

Le projet a-t-il évolué depuis votre création ?

Le projet a évolué d'une culture protestataire non salariée à une culture de la concertation et de l'animation plus portée par des salariés. La question est de savoir où positionner le curseur entre ces deux approches car elles sont toutes deux nécessaires. Nous sommes dans une démarche cumulative et non exclusive. Le projet a évolué dans ce sens car en matière d'environnement il est commun de penser qu'il y a de la place pour toutes les associations : celles qui défendent leurs intérêts particuliers, celles qui pratiquent le lobbying international, ou celles qui s'intéressent à la vie des territoires et à la relation entre l'homme et la nature. Le principe d'une fédération fait qu'elle ne peut pas défendre une seule idée, ce système d'organisation nous place automatiquement dans une culture de dialogue.

L'autre raison de l'évolution du projet est liée à ce que les membres de la FRAPNA-Rhône ont fait pour développer cette démarche relationnelle. En ce qui me concerne, je travaille dans l'éducation à l'environnement depuis plus de vingt ans et en la matière **il est surtout question d'éducation au doute et non à la certitude.**

A partir de quand avez-vous commencé à mettre en place des actions pédagogiques auprès des scolaires ?

Les balbutiements ont eu lieu en 1990 et 1991 et l'association s'est réellement engagée dans ce type de démarche en 1992. Cela n'a pas cessé de se développer depuis.

L'origine découle de deux facteurs : l'arrivée à la FRAPNA de personnes désireuses de travailler sur des projets d'éducation à l'environnement, et la réflexion des collectivités sur la sensibilisation des publics et notamment des enfants. La protection de la nature ne doit pas être tournée sur elle-même et pour un « instant T », cela concerne et le lendemain et donc les jeunes.

Par ailleurs, l'action éducative étant d'intérêt général et n'ayant pas vocation à être financée par elle-même, nos actions sont soutenues par l'Etat (grâce au dispositif emploi-jeune), par la Région (en l'occurrence peu pour notre section Rhône, mais il existe des aides aux emplois environnementaux), et par les autres collectivités (prise en charge des animations). En effet, **les actions éducatives ne doivent surtout pas être la source d'une plus-value économique. Ce soutien des pouvoirs publics peut cependant apparaître comme un paradoxe pour les associations qui désirent être autonomes.**

Précédemment, nos faibles moyens rendaient difficile le développement de ce type de projet, les salariés, à temps-partiel, étaient obligés de faire en plus du bénévolat, afin de susciter l'offre. Au tout début, la création de deux mi-temps au lieu d'un plein temps a multiplié par deux les possibilités de développement. Ces dernières années, les dispositifs « Nouveaux services emplois jeunes » ont permis de créer quatre plein-temps en Contrat à Durée Indéterminée.

Si vous faites un point sur vos actions aujourd'hui, que diriez-vous ? Etes-vous satisfaits de vos résultats ?

Au niveau départemental, plusieurs actions sont satisfaisantes. Nous sommes à l'origine de la prise d'arrêtés de biotope. Une reconnaissance du savoir-faire professionnel des techniciens de la FRAPNA existe. Certaines questions n'ont cependant pas encore abouti comme celle relative au changement de statut de certains mustélidés ou celles concernant les journées de non-chasse. Ce sont des points qui nous paraissent importants de discuter encore aujourd'hui.

Nous avons des difficultés à faire aboutir des plaintes. Les approches juridiques sont lourdes. Nous en avons fait l'expérience lors des affaires de pollution du Rhône dans les « années 80 ». La législation a évolué et il devient très compliqué de se lancer dans des procédures judiciaires aujourd'hui.

Nous n'avons pas de « grandes réussites » en terme d'action. En revanche, nous avons progressé dans la reconnaissance de notre rôle de concertation, de dialogue. **Nous avons l'impression que la reconnaissance institutionnelle est plus grande. Depuis une époque plus récente (3, 4 ans), une série d'événements impliquent les associations environnementales. C'est le cas avec les « Bons Plants », les journées du patrimoine, le « juin du Développement Durable ».** Nous sommes conviés à nous exprimer au cours de conférences, au Conseil de Développement. Ce n'est d'ailleurs pas simple car cela nous demande du temps.

Comment envisagez-vous l'avenir de la FRAPNA-Rhône?

Plusieurs dimensions sont importantes. Nous devons trouver un équilibre entre les différentes missions fédératives. Il faudrait que nous puissions apparaître comme une structure de conseil, en collaboration avec d'autres associations qui interviennent sur des territoires ou des thématiques spécifiques. Cela permettrait de développer la culture de réseau.

Nous avons également à poursuivre notre campagne auprès des adhérents pour renforcer le sens de nos actions, de même que nous avons acquis une légitimité professionnelle vis-à-vis des collectivités.

Enfin, les missions de formations, de communication à destination des adultes (élus, techniciens territoriaux, citoyens) semblent importantes pour que les comportements évoluent.

Nous devons continuer de chercher à innover, expérimenter, en éducation, en veille écologique, sur les aspects relatifs au fonctionnement de la Fédération et au projet collectif. Nous avons donc beaucoup de travail en perspective ...

En ce moment, le Grand Lyon mène une réflexion sur l'homme et l'animal en ville. De votre point de vue, peut-on considérer qu'il y a des animaux sauvages en ville ?

Bien sûr que des animaux sauvages vivent en ville. Par définition, un animal sauvage est celui qui n'est pas domestique (araignées, tégénaires, moineaux, castor...). Ceci étant, le fait d'être sauvage ne veut pas dire qu'il ne s'est pas habitué à la présence humaine. Evidemment, en ville, ces animaux ne se comportent pas comme en un lieu d'où l'homme est absent.

Il y a encore des endroits sur Terre où les hommes vivent avec les animaux de manière harmonieuse, c'est-à-dire avec un équilibre permanent entre prédation, cueillette, et transformation du milieu naturel. Les prises sont légères et sont aisément réversibles. Dans nos agglomérations, les mouvements des animaux sont liés aux évolutions de la population des hommes. **La relation entre l'animal sauvage et l'homme est à la fois ancienne et récente. Le rapport à l'animal sauvage a fait l'objet de nombreuses histoires. La place de l'animal est un choix de société, un choix moral.** Lorsque l'on écoute dans les médias ce qui est dit sur le loup, les arguments, la violence montrent que ce ne sont pas des données économiques qui sont en cause. On met l'accent sur le loup sans jamais parler des pertes dues aux chiens errants qui s'en prennent aux troupeaux en élevage extensif, alors qu'elles sont très importantes. On continue de s'en prendre au loup...

Comment concevoir la relation entre l'homme et l'animal dans l'agglomération lyonnaise?

Accepter l'animal sauvage en ville, c'est accepter sa propre nature animale et la partie sauvage qui est en soi. Cette part de nous-mêmes est perçue comme négative, on va même jusqu'à parler de « sauvagions ». L'animal sauvage représente ce qui n'est pas sous notre contrôle.

Chez certaines personnes, cela évoque la liberté et pour d'autres cette approche est insupportable. Certains ne peuvent pas voir un insecte sans vouloir l'écraser, d'autres vont se plier en quatre pour le voir de près.

Dans l'agglomération, il y a des phénomènes de craintes, de vraies peurs qui sont alimentées par des décennies de démoustication, de séchage des marais, de tuerie des prédateurs.

La place de l'animal sauvage en ville, que les naturalistes ne séparent pas du monde végétal, est symbolique. C'est l'acceptation de changements qui peuvent avoir des conséquences pratiques. Par exemple, on pourrait tailler moins certains arbres parce que des oiseaux nichent dedans...

Accepter l'animal sauvage en ville, c'est être dans la reconnaissance du droit de quelqu'un d'autre à exister et qui ne vivrait pas pour nous. L'animal domestique est gardé par intérêt, pour des raisons souvent affectives. Considérer l'animal sauvage, c'est juste savoir qu'il existe. Même si je ne l'entend pas, j'accepte l'idée qu'il y ait des contraintes sociétales pour qu'il vive.

Aujourd'hui, les données environnementales alarmantes nous poussent à évoluer. Plus tôt ces contraintes seront prises en compte, moins elles paraîtront fortes. Entraînons-nous avec la question de l'animal en ville. Ce peut être un défi à relever. L'animal est un outil pédagogique pour comprendre les enjeux planétaires.

Quelle place tient le fleuve dans notre écosystème local ? Quel rôle joue le fleuve dans la présence animale ?

Le fleuve Rhône et la Saône sont des éléments structurants du paysage de l'agglomération, au sens du passé (vallée, relief, anciens marécages ...) et du présent (quais, bateaux, ponts) mais aussi au sens de la culture et de la sensibilité. Les mots : « Myrelingues », « la brumeuse », « les Brotteaux », « les îlons » sont révélateurs de la culture propre au fleuve que l'on va voir comme une personne que l'on visite. Aujourd'hui, l'écosystème local dans l'agglomération est un patchwork de béton, de

goudron et de reliques d'espaces naturels qui représentent des écosystèmes différents, lambeaux de forêts, prairies, zones humides, et ripisylves (forêt des rives). Ceux qui sont liés au fleuve sont surtout : « l'eau libre », une forêt de rivage qui résiste, il suffit de se planter au milieu de n'importe quel pont à Lyon pour y voir des saules, de petites plages de limon. **Donc, le fleuve a été, est et doit être demain encore plus important en tant qu'écosystèmes de l'agglomération.** C'est pour cela que nous sommes si intéressés par ce qui se passe dans les projets d'intérêt majeur tels que Berges du Rhône et Confluence.

Puisque qu'ils sont d'intérêt majeur, ils le sont donc également pour la faune, l'une des deux composantes de la biocénose (avec la flore). Ils représentent un couloir biologique, un corridor écologique, pour les espèces qui opèrent de grands déplacements migratoires² mais aussi pour les petits, car la vie animale nécessite la liberté de mouvement, pour l'alimentation, la reproduction, la colonisation... Le rôle du fleuve, c'est aussi la présence de quelques espèces emblématiques particulièrement, chères à l'association, comme le castor que la FRAPNA suit depuis des années et tout particulièrement dans des études conduites pour le Grand Lyon depuis quatre ans.

Utilisez-vous la mythologie autour de l'animal pour en parler ?

On parle plutôt d'imaginaire, de culture, de contes. Oui, nous nous en servons beaucoup et de plus en plus. Nous manquons de temps pour lire et nous former autant que nous le souhaiterions sur ce champ ethno-littéraire ... mais **nous sommes sûrs que là se trouvent beaucoup de possibilités pour mieux comprendre notre rapport au monde, et pour donner envie de remettre en cause les façons dont nous fonctionnons. L'intérêt dans un conte est de contenir une part de vrai et de faux. A chacun de trouver la part de l'un et de l'autre.** Les leçons sont rarement claires, on est dans le symbole et l'interrogation, dans l'émotion. Cette approche me convient bien pour réfléchir à la place de l'homme sur la planète ... De nombreuses histoires existent sur tous les continents. Elles racontent les relations entre l'homme et la nature, allant parfois du plus violent au plus harmonieux. On comprend bien qu'un enfant élevé dans une culture de fusion avec les éléments, la faune et la flore ne va pas avoir les mêmes représentations et comportements qu'un enfant élevé dans une culture du « combat contre ».

Est-ce que les habitants vous paraissent sensibles au maintien de l'animal sauvage en ville ?

Globalement, je ne trouve pas que les adultes soient sensibles à ce type de problématique. Les gens se mobilisent peu sur ce thème. Par exemple, nous sommes intervenus dans une commune où les enfants voulaient travailler sur ce thème et curieusement, nos interlocuteurs ont choisi d'aborder l'animal domestique. Les gens voient mal l'intérêt à porter aux espèces. On a un syndrome où l'on regarde les émissions sur la faune africaine alors que l'on connaît mal ce qui se passe chez nous. Le maintien de cette distance est révélatrice. Les arthropodes des maisons sont synonymes de manque d'hygiène. Les gens s'intéressent à ce qui est spectaculaire. **Les Hollandais ou les Allemands sont différents sur ce point. Nous n'avons pas la culture du « Bird watching » qui consiste simplement à observer et à contempler. Nous sommes Méditerranéens, la culture de la prédation est plus présente.**

Et les élus de l'agglomération ?

Je crois en effet qu'ils sont plus sensibles à cette question. Une prise de conscience se fait dans l'agglomération par le biais des conférences des maires, la mise en place des trois territoires expérimentaux (Anneau bleu, Val de Saône, Couloir de la chimie), la réalisation de l'agenda 21, la concertation, le positionnement du Président de l'agglomération. **Une culture des échanges se fait autour de la nature en ville. Les élus ont un temps d'avance parce qu'ils ont davantage les moyens de se former que la moyenne des gens.** Ils ont à se projeter dans une logique de moyen-terme. Cela est vrai pour toutes les tendances politiques. L'importance de protéger les espaces verts, de développer la biodiversité et l'écologie urbaine est comprise. Cette approche semble plus facile pour eux. Les associations sont proportionnellement mieux connues par les élus que par les habitants.

Les désaccords, les conflits d'usages font partie de leur quotidien. A nous de faire en sorte que la nature soit comme un premier habitant, un acteur de plus à prendre en compte.

² Ainsi, du temps où la FRAPNA-Rhône était située sur le quai Saint-Vincent, en bord de Saône, nous voyions passer un balbuzard pêcheur. Il est certain qu'il ne nichait pas à la Croix-Rousse !

Les habitants ne manquent-ils pas de temps pour observer la nature ?

Les questions d'information, d'éducation et de temps sont liées. Les associations de protection de la nature rencontrent des difficultés à contacter le grand public. Les scolaires sont plus faciles à sensibiliser parce qu'il y a un cadre d'intervention et une volonté des pouvoirs publics. Cependant, on ne peut s'arrêter là car il est urgent d'intervenir sur les questions environnementales.

Il faut donc donner au grand public la possibilité de se sensibiliser à la nature au cours d'événements, ce qui commence à être le cas. Cependant, il est difficile pour les associations de se professionnaliser sur tous les terrains d'intervention : cela demande du temps, une évaluation des actions, concertée et partagée.

Comment envisagez-vous l'évolution de la relation entre l'homme et l'animal dans les prochaines années?

Nous sommes intéressés et à la fois très vigilants sur **les projets du type des Berges du Rhône qui peuvent concrétiser l'émergence d'une culture nouvelle sur la considération de l'animal en ville et du vivant, de la nature.** Par ailleurs, ces lieux offrent la possibilité d'observer le vivant différemment qu'avant. Dans les « années 70 », les naturalistes allaient dans les marais pour voir les raretés ornithologiques ou herpétologiques. Aujourd'hui, on peut voir un castor au Brétillet ou des lapins à la Feysine.

En France, il n'existe plus d'endroit où « la main de l'homme n'a pas le mis le pied ». Si certains semblent artificiels, ils ne le sont pas tant que cela puisqu'ils permettent aux animaux sauvages de vivre. C'est l'acceptation de la non intervention de l'homme qui est importante. L'homme a beau essayer de tout dominer, ce n'est pas lui qui décidera de faire venir les animaux en tel ou tel lieu. L'idée de la domination de l'homme sur la nature ne fonctionne pas. Il faudrait donc arriver à retrouver un peu d'humilité.

La relation entre l'homme et l'animal est du registre de l'imaginaire et de l'irrationnel. Notre culture judéo-chrétienne conduit à un système de cotation qui n'a pas de sens. En quoi l'homme est-il supérieur à d'autres espèces vivantes ? **L'homme serait sur Terre pour maîtriser la nature et les animaux. Cette vision anthropocentrée induit des comportements de forteresses assiégées. Si l'homme avait une réelle faculté à se projeter dans le long terme, il arrêterait tout de suite les actions néfastes sur l'environnement.**

Pour protéger la nature, il y a des raisons intéressées, il y a des considérations subjectives (philosophique, morales) et objectives (réservoir sur le plan alimentaire, pharmaceutique, préservation de notre santé et de la qualité de NOTRE environnement). Mais, même le plus libéral des libéraux n'aurait pas intérêt à ne pas prendre en compte les questions environnementales ; notre développement et notre survie sont aujourd'hui en cause.